Nº 36-28-0001 au catalogue
ISSN 2563-8963

Rapports économiques et sociaux

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2026



par Guy Gellatly et Carter McCormack

Date de diffusion : le 28 octobre 2026

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par la ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de l'Industrie, 2026

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2026

par Guy Gellatly et Carter McCormack

DOI : https://doi.org/10.25318/36280001202601000004-fra

Le présent article offre un résumé intégré des récents changements survenus dans les domaines de la production, de l'emploi, du commerce international, des prix à la consommation et des finances des ménages. Il met en relief les variations observées dans les données économiques au cours de la première moitié de 2026 et des mois d'été. On y examine la manière dont la situation économique a évolué dans le contexte des tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis qui se poursuivent.

Le rapport repose sur des données accessibles au public en date du 9 octobre 2026. Des présentations sur certains sujets, y compris des renseignements sur le commerce entre le Canada et les États-Unis, sont accessibles dans *Une série de présentations de Statistique Canada sur l'économie, l'environnement et la société* (Statistique Canada, s. d.).

Aperçu

Après avoir légèrement augmenté au premier trimestre de 2026, le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une expansion soutenue par une dynamique généralisée au deuxième trimestre, enregistrant sa plus forte hausse d'un trimestre à l'autre depuis avant le début du conflit commercial entre le Canada et les États-Unis. L'augmentation des volumes d'exportation, la hausse des dépenses des ménages et du gouvernement ainsi que l'accroissement des dépenses des entreprises en actifs résidentiels et non résidentiels ont contribué à la croissance au deuxième trimestre, alors que l'activité économique a progressé dans la plupart des secteurs industriels. La productivité du travail a progressé à son rythme le plus rapide depuis les fermetures liées à la pandémie au début de 2020, tandis que le PIB réel par habitant a enregistré sa plus forte hausse trimestrielle depuis le deuxième trimestre de 2022. Le Canada a enregistré son premier excédent du compte courant en quatre ans au deuxième trimestre de 2026, le plus important en plus de 20 ans. La valeur nette du ménage a augmenté pour un 11e trimestre consécutif.

Les conditions du marché du travail se sont améliorées au printemps et au début de l'été 2026, alors que les gains nets d'emploi enregistrés de mai à juillet ont compensé les baisses cumulées observées au cours des quatre premiers mois de l'année. Les gains enregistrés au printemps et au début de l'été se sont concentrés chez les employés du secteur privé et les travailleurs du principal groupe d'âge actif, et reflétaient une hausse du travail à temps plein. Le taux de chômage s'est établi à 6,4 % en juillet, en baisse par rapport au sommet de 6,9 % atteint en avril depuis le début de l'année. De mai à juillet, le taux d'obtention d'un emploi — la proportion de chercheurs d'emploi qui ont réussi à trouver un emploi d'un mois à l'autre — a dépassé les niveaux enregistrés au cours de la même période de trois mois en 2025, tandis que les taux globaux de mises à pied sont demeurés semblables. Plus récemment, l'emploi a diminué en août et en septembre. Les pertes combinées au cours de cette période de deux mois se sont concentrées chez les employés du secteur public et reflétaient un niveau d'emploi plus faible chez les jeunes.

Après être passé sous la barre des 2 % en février 2026, l'inflation globale des prix à la consommation s'est accélérée, les perturbations dans le détroit d'Ormuz causées par le conflit militaire entre les États-Unis et l'Iran ayant exercé une pression à la hausse sur les prix de l'énergie. Le taux global est passé à 3,2 % en mai et, après avoir ralenti à 2,8 % en juin grâce à l'atténuation des prix de l'essence, il a légèrement augmenté pour atteindre 3,0 % en juillet. À l'exclusion de l'essence, le rythme de la croissance des prix à la consommation est demeuré stable à 2,2 % de mai à juillet. La hausse des prix dans les épiceries a continué d'exercer une pression à la hausse sur l'inflation globale des prix à la consommation au cours du premier semestre de 2026, tandis que les augmentations plus faibles des prix du logement ont modéré la croissance du taux global. Au-delà des effets directs sur les prix de l'énergie, les perturbations du commerce causées par le conflit au Moyen-Orient ont eu une incidence relativement limitée sur le rythme global de la croissance des prix à la consommation au printemps et durant les mois d'été. L'inflation globale est demeurée stable à 3,0 % en août.

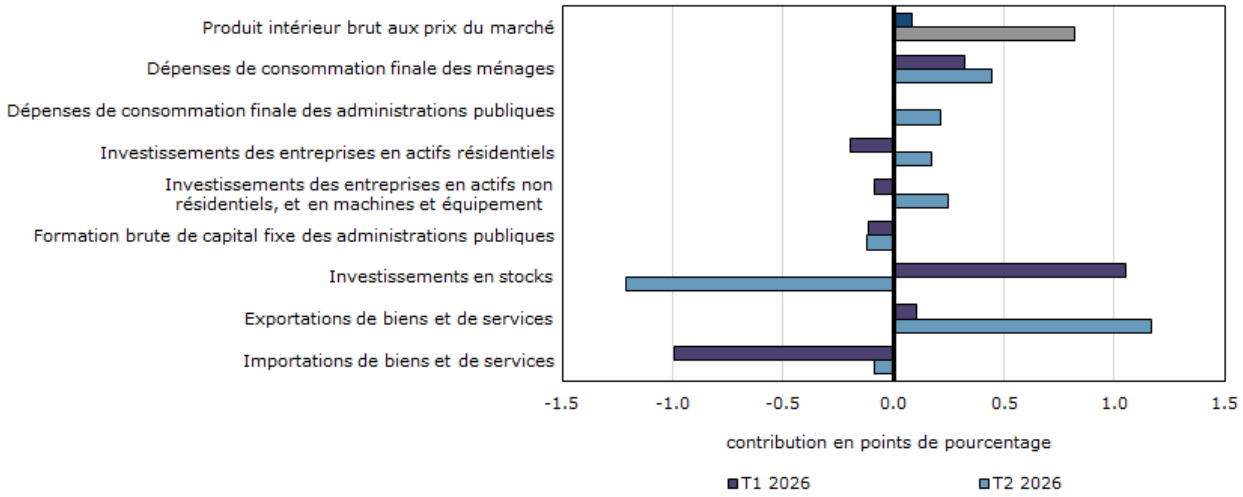
Auteurs

Guy Gellatly et Carter McCormack travaillent à la Division de l'analyse et de la modélisation économiques et sociales de Statistique Canada.

La croissance économique s'est raffermie grâce à une hausse généralisée de l'activité économique

Après un retour à la croissance au premier trimestre de 2026, le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre, marquant la plus forte expansion trimestrielle depuis avant le début du conflit commercial entre le Canada et les États-Unis. L'augmentation des exportations et des dépenses des ménages a été principalement à l'origine de la croissance au deuxième trimestre, tandis que les dépenses combinées des entreprises en actifs résidentiels et non résidentiels ont augmenté pour la première fois depuis la fin de 2024. La réduction des stocks a modéré la hausse du PIB global, reflétant des réductions dans la fabrication et le commerce de gros (graphique 1)[1].

Graphique 1
Contributions à la croissance du PIB réel, certaines composantes, premier trimestre et deuxième trimestre de 2026



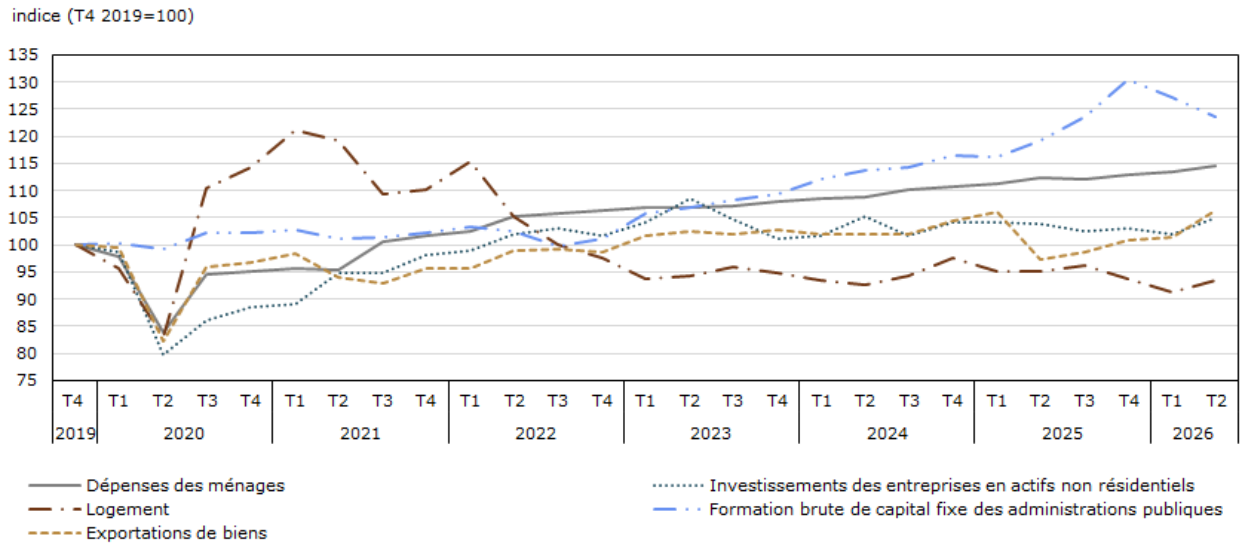
Note: Les données sur le produit intérieur brut sont des taux de croissance trimestriels; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance trimestriels du PIB réel.
Source: Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Les exportations combinées de biens et de services ont augmenté de 3,6 % au deuxième trimestre de 2026, après avoir progressé de 0,3 % au premier trimestre. Les exportations de biens ont progressé de 4,9 %, poursuivant leur avancée pour un quatrième trimestre consécutif, tandis que les exportations de services ont continué de diminuer légèrement (graphique 2). La croissance des volumes d'exportation a été stimulée par l'augmentation des expéditions de voitures particulières et de camions légers, qui ont rebondi à la suite de la baisse de la production automobile qui a pesé sur les livraisons à la fin de 2025 et au début de 2026. Des livraisons plus importantes de produits énergétiques, de produits intermédiaires en métal, de biens de consommation et de machines et matériel industriels ont également contribué à la hausse des

1. La réduction des stocks des entreprises a été un frein important à la croissance au deuxième trimestre, retranchant 1,2 point de pourcentage à la hausse globale du PIB réel. Les ajustements des stocks ont largement contribué aux variations du PIB réel au cours des derniers trimestres. Pour obtenir des renseignements généraux sur la mesure des variations des stocks, consultez *Le Quotidien* — Produit intérieur brut, revenus et dépenses, deuxième trimestre de 2026.

volumes d'exportation au deuxième trimestre. Dans l'ensemble, les exportations totales de biens et de services ont augmenté de 6,7 % d'une année à l'autre, dépassant les niveaux observés avant le conflit commercial (graphique 2).

Graphique 2
Produit intérieur brut réel, certains agrégats



Source: Statistics Canada, table 36-10-0104-01.

Les importations combinées de biens et de services ont augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre, après une hausse de 3,1 % au premier trimestre. Les importations de biens ont augmenté de 0,6 %, sous l'effet d'une hausse des livraisons de pneus, de moteurs de véhicules automobiles et de pièces de véhicules automobiles. Les importations de produits chimiques de base, de produits chimiques industriels, d'ordinateurs et de périphériques d'ordinateurs ont également augmenté, tandis que les exportations de biens de consommation ont diminué pour un sixième trimestre consécutif.

Les dépenses des ménages ont augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre, après avoir progressé de 0,6 % au premier trimestre (graphique 2). La croissance au cours du trimestre a été stimulée par une hausse des dépenses en services financiers, en véhicules de tourisme et en loyers, tandis que les dépenses en aliments ont légèrement diminué. Les volumes totaux de dépenses au deuxième trimestre étaient supérieurs de 1,9 % à ceux du printemps 2025, lorsque les ménages s'adaptaient à une incertitude économique accrue.

Les investissements des entreprises dans le secteur non résidentiel ont augmenté de 2,9 % après avoir affiché des baisses au cours de trois des quatre trimestres précédents. Les dépenses des entreprises en machines et matériel ont augmenté de 5,2 %, progressant pour un troisième trimestre consécutif. Environ la moitié de l'augmentation totale des dépenses en machines et matériel reflétait une hausse des dépenses consacrées aux ordinateurs et aux périphériques d'ordinateurs, tandis que les dépenses consacrées aux véhicules automobiles ainsi qu'au matériel de communication, audio et vidéo ont également contribué à la hausse observée. Les dépenses en machines et matériel industriels ont augmenté pour le troisième trimestre consécutif.

Les dépenses des entreprises en structures non résidentielles ont augmenté de 1,6 % au deuxième trimestre, après avoir enregistré trois baisses consécutives. L'augmentation des

dépenses en structures d'ingénierie a contribué à la hausse, tandis que les dépenses en bâtiments non résidentiels ont légèrement diminué. Les dépenses en propriété intellectuelle ont également légèrement diminué après avoir enregistré deux hausses consécutives.

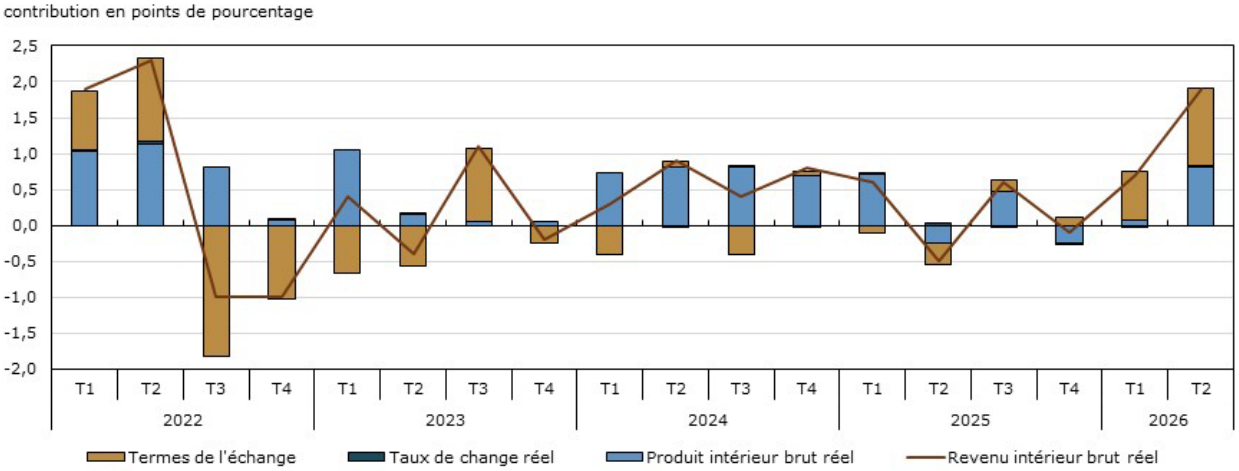
Dans l'ensemble, l'investissement des entreprises dans les structures non résidentielles et les machines et matériel a augmenté de 1,0 % par rapport aux niveaux observés au deuxième trimestre de 2025, alors que les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis diminuaient dans un contexte de début d'imposition de droits de douane et d'incertitude accrue[2].

L'investissement des entreprises dans le logement a également augmenté au deuxième trimestre de 2026 après avoir enregistré deux baisses consécutives. Les hausses des coûts de transfert de propriété — une mesure de l'activité de revente — ont contribué à cette progression, tandis que l'intensification de l'activité de rénovation a également contribué à cette croissance. La construction de nouveaux logements a augmenté de 0,8 % après avoir enregistré trois baisses consécutives.

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 2,1 % au deuxième trimestre, en hausse par rapport à 1,1 % au premier trimestre. Le taux d'épargne des ménages a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 3,7 %, les gains de revenu ayant dépassé l'augmentation des dépenses en dollars nominaux. La productivité du travail des entreprises, une mesure du volume de biens et de services produits par heure travaillée, a augmenté de 1,0 % au deuxième trimestre après avoir enregistré deux baisses consécutives. La hausse de la productivité dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz, le commerce de gros et la fabrication a soutenu la hausse. L'augmentation trimestrielle de la productivité du secteur des entreprises a été la plus importante depuis les fermetures liées à la pandémie en 2020[3]. Le revenu intérieur brut réel — une mesure du pouvoir d'achat de la production intérieure — a augmenté de 1,9 % au deuxième trimestre, stimulé par la hausse des prix des exportations d'énergie. Des améliorations dans les termes de l'échange ont soutenu la croissance du revenu au cours des quatre derniers trimestres (graphique 3).

2. Au cours du trimestre, l'investissement non résidentiel des entreprises était inférieur de 13,9 % aux niveaux records observés au quatrième trimestre de 2014, avant que l'investissement ne diminue pendant le choc des prix du pétrole.
3. La productivité du travail des entreprises au deuxième trimestre était légèrement supérieure (+0,7 %) aux niveaux observés avant le conflit commercial. Des recherches récentes menées à Statistique Canada (Mehdi et Frenette, 2026) ont permis de comparer la croissance de la productivité du travail dans les industries qui dépendent de la demande des États-Unis à celle de la productivité dans d'autres industries du secteur des entreprises. Cela montre que, de 2019 à 2024, la productivité a augmenté plus rapidement dans les industries qui dépendaient de la demande américaine, la fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits connexes, le transport par pipeline ainsi que l'extraction de pétrole et de gaz figurant parmi les secteurs les plus performants.

Graphique 3
Contributions à la variation en pourcentage du revenu intérieur brut réel



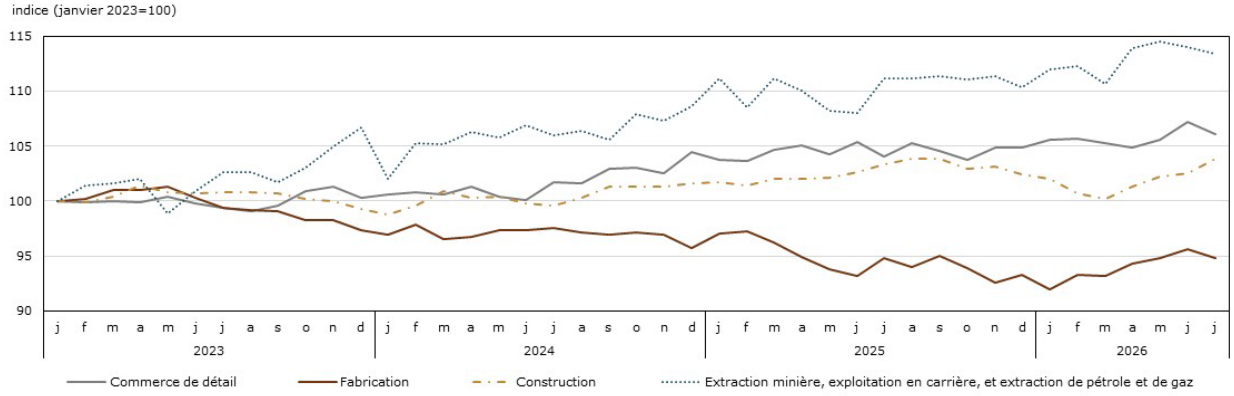
Notes : Les données relatives au revenu intérieur brut correspondent à des variations trimestrielles en pourcentage; toutes les autres données correspondent à des contributions en points de pourcentage à la variation trimestrielle du revenu intérieur brut réel.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0105-01.

Les hausses de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que de la fabrication ont stimulé les gains à l'échelle de l'économie

La production à l'échelle de l'économie a augmenté au deuxième trimestre de 2026, alors qu'une reprise de la production de biens, principalement grâce aux augmentations de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que de la fabrication, a stimulé l'activité (graphique 4). La production dans les industries de services s'est renforcée, soutenue par des gains dans le commerce de gros, l'administration publique ainsi que les services immobiliers. Dans l'ensemble, 17 des 20 secteurs d'activité ont affiché des gains au deuxième trimestre.

L'extraction de pétrole et de gaz a progressé au deuxième trimestre, la production ayant atteint des niveaux records. La production dans les sables bitumineux a augmenté de 5,8 % après que des travaux d'entretien et de réparation ont perturbé la production au cours des deux trimestres précédents, tandis que la production au large de la côte atlantique a continué de progresser. La production minière a diminué en raison de la baisse de l'activité dans les mines de charbon.

Graphique 4
Produit intérieur brut réel, certaines industries



Source: Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

La production manufacturière a augmenté de 2,3 % au deuxième trimestre, après avoir enregistré deux baisses consécutives. Les gains chez les fournisseurs de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles, les raffineries de pétrole et les fabricants de machines ont soutenu l'augmentation. La production combinée des fabricants de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles a augmenté de 13,3 %, remontant à son niveau le plus élevé en plus de deux ans. Les pénuries de semi-conducteurs et les activités de réoutillage ont pesé sur la production automobile à la fin de 2025 et au début de 2026.

La production dans plusieurs industries manufacturières directement touchées par les droits de douane américains est restée en dessous des niveaux déclarés avant l'escalade des tensions commerciales. Malgré une production plus élevée au deuxième trimestre, la production des usines de fer et d'acier était inférieure de 17,7 % aux niveaux déclarés à la fin de 2024, tandis que celle des producteurs d'aluminium était inférieure de 12,4 %. La production chez les fabricants de produits en bois a diminué de 11,3 % au cours de cette période.

L'activité du commerce de gros a augmenté de 2,3 % au deuxième trimestre de 2026, soutenue par les hausses enregistrées chez les grossistes de véhicules et de pièces automobiles ainsi que chez les grossistes de matériaux et fournitures de construction. La construction a augmenté de 1,0 %, l'activité résidentielle ayant progressé pour la première fois en quatre trimestres.

Les volumes du commerce de détail ont augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre après avoir progressé de 1,0 % au premier trimestre. L'activité a augmenté chez les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, tandis que les volumes ont diminué dans les stations-service. Les détaillants de marchandises diverses ont enregistré leur sixième augmentation consécutive, tandis que l'activité des détaillants d'alimentation s'est repliée pour la quatrième fois en cinq trimestres.

Plus récemment, le PIB réel est demeuré essentiellement inchangé en juillet, après avoir enregistré des hausses notables au cours de chacun des trois mois précédents. L'activité de la construction a progressé pour un quatrième mois consécutif, tandis que la production manufacturière a diminué après avoir augmenté régulièrement d'avril à juin. Dans l'ensemble, la production totale de l'économie en juillet était supérieure de 1,4 % à celle de juillet 2025.

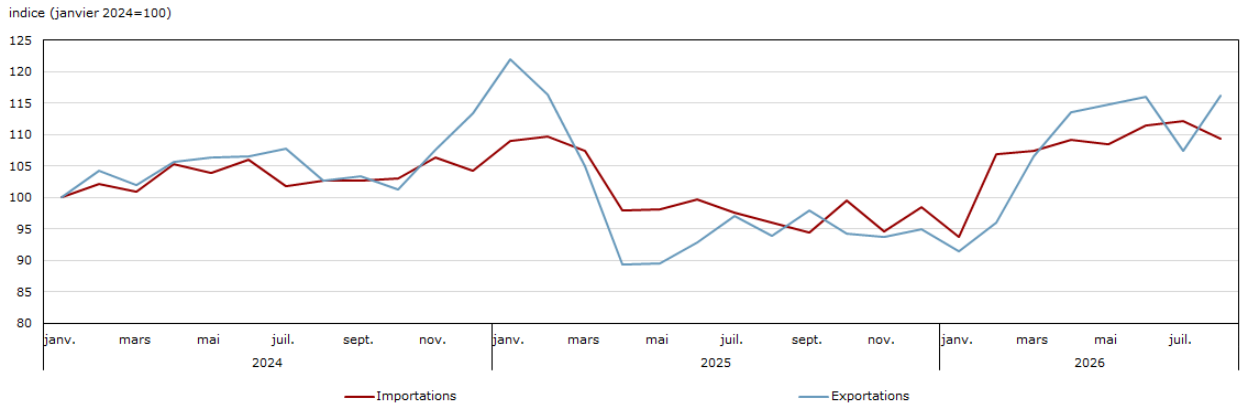
Les exportations de marchandises vers des pays autres que les États-Unis ont continué d'augmenter

Après avoir diminué en 2025, les exportations nominales de marchandises vers les États-Unis ont rebondi au cours du premier semestre de 2026, stimulées par la hausse des prix de l'énergie. Les expéditions en dollars courants vers les États-Unis ont augmenté régulièrement de février à juin et, au milieu de l'année, étaient inférieures de 5,0 % aux niveaux records observés en janvier 2025, alors que les expéditions avaient été devancées en prévision des droits de douane (graphique 5). Les exportations totales de marchandises vers les États-Unis au cours des six premiers mois de 2026 étaient supérieures de 11,6 % aux expéditions combinées durant le dernier semestre de 2025. Les importations de marchandises en provenance des États-Unis ont également rebondi au premier semestre, dépassant les niveaux observés avant le début du conflit commercial.

Après avoir bénéficié d'un élan considérable à la fin de 2025, les exportations nominales vers des pays autres que les États-Unis ont continué de progresser au cours du premier semestre de 2026 (graphique 6). Les exportations totales de marchandises vers ces pays autres que les États-Unis

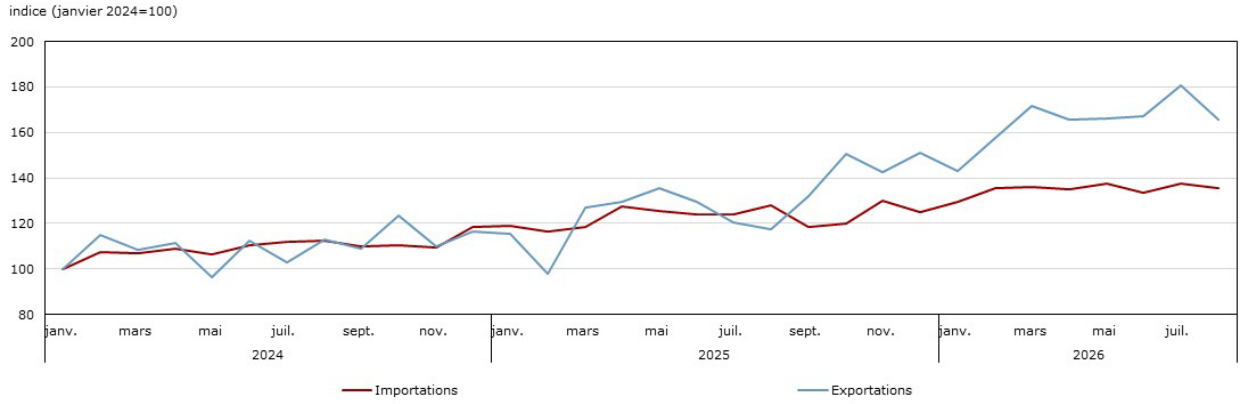
au premier semestre étaient supérieures de 19,4 % aux expéditions combinées du dernier semestre de 2025, soutenues par une hausse des exportations de métaux précieux et de produits énergétiques. Les importations nominales de marchandises en provenance de pays autres que les États-Unis au cours du premier semestre de 2026 étaient supérieures de 8,2 %.

Graphique 5
Commerce de marchandises avec les États-Unis



Source: Statistique Canada, tableau 12-10-0011-01.

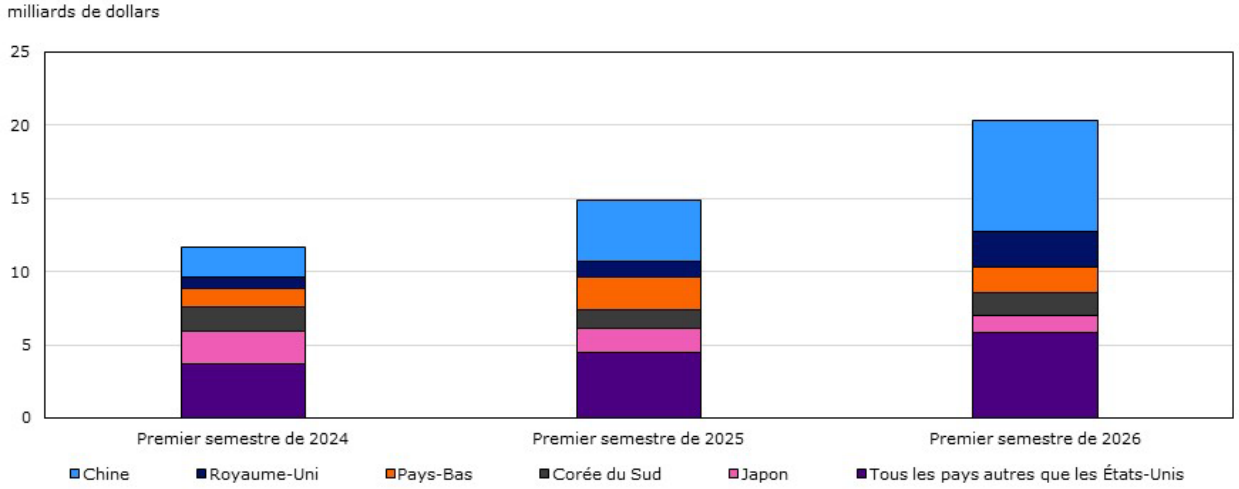
Graphique 6
Commerce de marchandises avec des pays autres que les États-Unis



Source: Statistique Canada, tableau 12-10-0011-01.

Les exportations canadiennes d'énergie ont continué de progresser sur les marchés des pays autres que les États-Unis au cours du premier semestre de 2026, soutenues par des investissements récents dans les infrastructures de transport et de nouvelles installations de production. Mesurées selon une base douanière non rajustée, les exportations d'énergie vers des pays autres que les États-Unis ont représenté 18,5 % du total des expéditions d'énergie au cours du premier semestre de 2026, en hausse par rapport à 15,2 % au cours de la même période de six mois en 2025 et à 12,1 % durant la même période en 2024. La hausse des exportations d'énergie vers la Chine et le Royaume-Uni a représenté une grande partie de l'augmentation des expéditions d'énergie vers des pays autres que les États-Unis au cours du premier semestre de 2026 (graphique 7).

Graphique 7
Exportations d'énergie vers des pays autres que les États-Unis, certaines destinations



Note: Les données sont totalisées sur une base douanière et sont non désaisonnalisées.
Source: Statistique Canada, tableau 12-10-0182-01.

La hausse des exportations d'énergie au deuxième trimestre, alimentée par l'augmentation des prix résultant du conflit entre les États-Unis et l'Iran, a eu une incidence considérable sur la position commerciale globale du Canada. L'excédent commercial des produits énergétiques est passé de 36,3 milliards de dollars au premier trimestre à 49,3 milliards de dollars au deuxième trimestre, faisant passer le solde du commerce de biens en situation excédentaire. Le Canada a enregistré un excédent du compte courant de 8,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, le premier excédent trimestriel en quatre ans et le plus important depuis 2005.

Les conditions du marché du travail se sont améliorées à la fin du printemps et au début de l'été

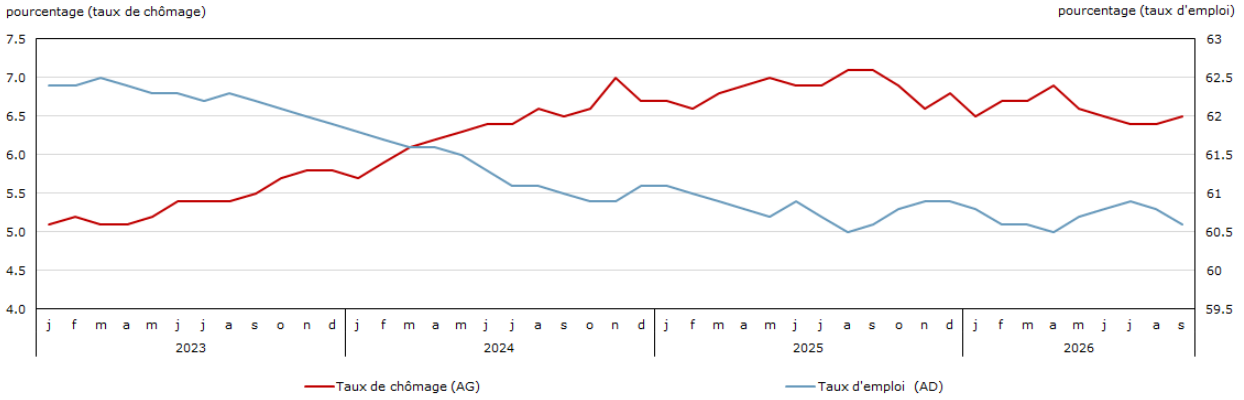
Après un ralentissement de la dynamique sur le marché du travail au début de 2026, les conditions du marché du travail se sont améliorées au printemps et au début de l'été. Après une baisse nette de 112 000 emplois au cours des quatre premiers mois de l'année, l'emploi a augmenté de 181 000 d'avril à juillet. Les gains enregistrés au printemps et au début de l'été se sont concentrés chez les employés du secteur privé et les travailleurs du principal groupe d'âge actif, et reflétaient une hausse du travail à temps plein[4]. La croissance s'est répartie dans un large éventail de secteurs, notamment le transport et l'entreposage, les services professionnels, scientifiques et techniques, la construction et les services d'hébergement et de restauration. La croissance s'est concentrée en Ontario et en Colombie-Britannique.

Le taux de chômage a diminué depuis le début de l'année, passant d'un sommet de 6,9 % en avril à 6,4 % en juillet, alors que le chômage chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif et chez les jeunes a diminué (graphique 8). En Ontario, le taux de chômage est passé sous la barre des 7 % en juillet pour la première fois depuis juillet 2024.

4. La croissance de l'emploi à temps plein au cours de cette période de trois mois a été stimulée par les gains enregistrés en mai (+154 000), qui ont compensé les pertes subies plus tôt dans l'année.

Le taux d'emploi a augmenté au printemps et au début de l'été, les gains d'emplois ayant dépassé la croissance de la population en âge de travailler (graphique 8). Après avoir égalé un creux de quatre ans de 60,5 % en avril, le taux d'emploi a augmenté régulièrement pour s'établir à 60,9 % en juillet. Les taux d'emploi chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif et chez les jeunes ont tous deux augmenté au cours de cette période.

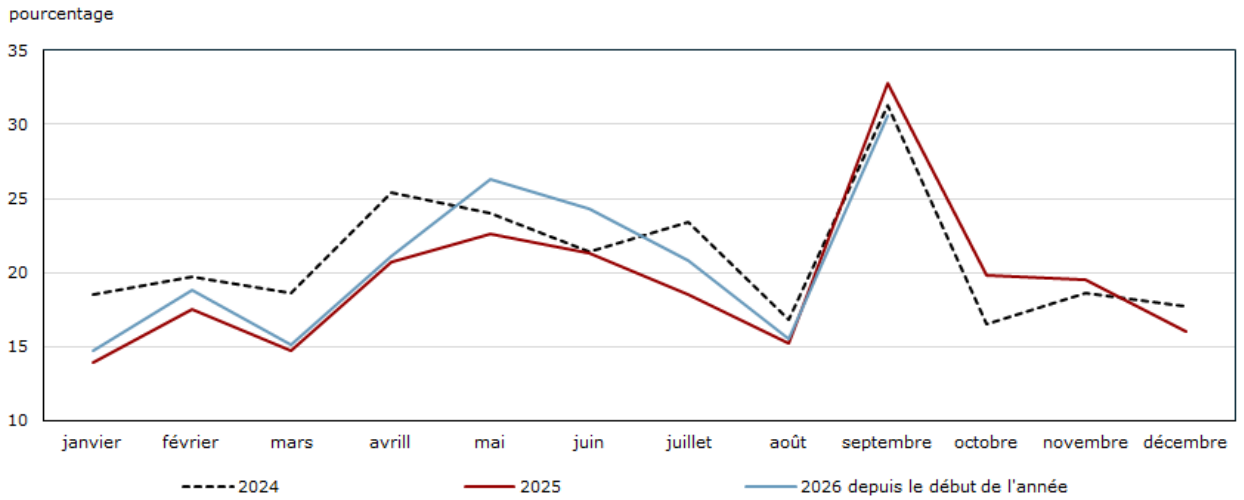
Graphique 8
Taux d'emploi et taux de chômage



Note: AG désigne l'axe de gauche et AD l'axe de droite.
Source: Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

L'amélioration des conditions du marché du travail au cours du printemps et du début de l'été a coïncidé avec une accélération du rythme des embauches. De mai à juillet, le taux d'obtention d'un emploi — soit la proportion de chercheurs d'emploi qui ont trouvé du travail d'un mois à l'autre — a dépassé les taux enregistrés au cours des mêmes mois l'an dernier, alors que de nombreuses entreprises s'adaptaient aux premières étapes du conflit commercial (graphique 9).

Graphique 9
Taux d'obtention d'un emploi, 2024 à 2026 depuis le début de l'année



Note: Les données ne sont pas corrigées des variations saisonnières.
Source: Statistics Canada, enquête sur la population active, tableaux spéciaux.

Pertes d'emploi consécutives en août et en septembre

L'emploi a diminué en août et en septembre, les pertes combinées totalisant 110 000 emplois. La majeure partie de la baisse nette au cours de cette période de deux mois s'explique par une diminution de l'emploi chez les employés du secteur public (-90 000) et par une diminution du travail à temps plein (-71 000). L'emploi a diminué dans les services d'enseignement, le commerce de gros et de détail, ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale. Plus de la moitié des pertes combinées enregistrées en août et en septembre étaient attribuables à une baisse de l'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans. L'emploi au Québec a diminué de 68 000 au cours de cette période de deux mois.

Après être demeuré stable à 6,4 % en août, le taux de chômage a augmenté pour atteindre 6,5 % en septembre, alors que le taux d'obtention d'un emploi est passé sous les niveaux observés en septembre 2025. Le taux d'emploi a diminué de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 60,6 % en septembre, légèrement au-dessus du creux enregistré depuis le début de l'année, à 60,5 %, observé en avril.

Peu de changement dans le nombre de postes vacants

Alors que les tensions commerciales et l'incertitude continuaient de peser sur de nombreuses entreprises, le nombre de postes vacants est demeuré stable au cours du premier semestre de 2026. Les postes vacants au deuxième trimestre ont peu changé, s'établissant à 510 200, tandis que le taux de postes vacants est demeuré stable à 2,8 %.

Mesuré par rapport à un an plus tôt, le nombre total de postes vacants au deuxième trimestre a peu changé par rapport au niveau observé au deuxième trimestre de 2025. La hausse des postes vacants dans le commerce de détail, la fabrication ainsi que les services d'hébergement et de restauration ont été partiellement contrebalancés par des baisses dans les soins de santé et l'assistance sociale. Malgré les répercussions négatives des droits de douane américains sur les fabricants canadiens, le nombre de postes vacants dans le secteur manufacturier a augmenté de 4 200 (+12,3 %), soutenu par des hausses chez les fabricants d'aliments, les fabricants de produits en plastique et en caoutchouc, ainsi que les fabricants de machines. Une grande partie de l'augmentation des postes vacants dans le secteur manufacturier a reflété la demande pour des postes permanents et à temps plein.

La hausse des prix de l'essence a accentué l'inflation des prix à la consommation dans un contexte d'incertitude croissante quant à l'approvisionnement

Après avoir reculé à 2,3 % en janvier 2026, l'inflation globale des prix à la consommation a ralenti à 1,8 % en février, les effets de base ayant exercé une pression à la baisse sur le taux global[5]. L'inflation des prix à la consommation s'est accélérée de mars à mai, les perturbations dans le détroit d'Ormuz liées au conflit militaire entre les États-Unis et l'Iran ayant exercé une pression à la hausse sur les prix de l'énergie. Le taux global a augmenté pour atteindre 3,2 % en mai, soutenu par une hausse de 33,2 % des prix de l'essence d'une année à l'autre, lesquels ont atteint leur niveau le plus élevé depuis juin 2022. Le taux d'inflation d'ensemble a ralenti pour

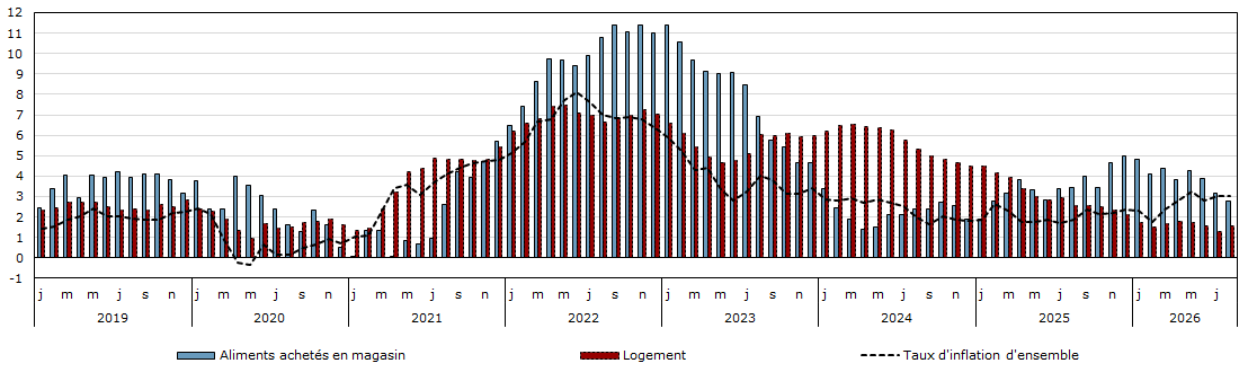
5. Ces effets de base découlent de l'élimination de l'allègement du congé de TPS/TVH sur certains produits à la mi-février 2025.

atteindre 2,8 % en juin, les prix de l'essence s'étant stabilisés, avant de remonter légèrement à 3,0 % en juillet. À l'exclusion de l'essence, le rythme de la croissance des prix à la consommation est demeuré stable à 2,2 % de mai à juillet. Plus récemment, l'inflation globale des prix à la consommation est demeurée stable à 3,0 % en août, tandis que la croissance des prix, excluant l'essence, s'est accélérée pour atteindre 2,4 %. Au-delà des effets directs sur les prix de l'énergie, les perturbations du commerce causées par le conflit au Moyen-Orient ont eu une incidence limitée sur le rythme global de la croissance des prix à la consommation au cours du printemps et des mois d'été[6].

Au cours du premier semestre de 2026, l'inflation des prix dans les épiceries a continué d'exercer une pression à la hausse sur le taux global, s'établissant en moyenne à 4,2 % de janvier à juin. Les hausses annuelles des prix des aliments ont ralenti au cours des derniers mois, passant sous la barre des 3 % en août pour la première fois depuis juin 2025 (graphique 10).

Graphique 10
Indice des prix à la consommation

variation en pourcentage d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01.

Les frais de logement, mesurés d'une année à l'autre, ont modéré la croissance du taux global au cours du premier semestre de 2026, s'établissant en moyenne à 1,7 % de janvier à juin. Les augmentations annuelles des prix des logements loués se sont établies en moyenne à 3,8 % au cours du premier semestre, tandis que la croissance annuelle des prix des logements occupés par leur propriétaire s'est établie en moyenne à 0,6 %, ce qui reflète la baisse des coûts d'intérêt hypothécaire et du coût de remplacement par le propriétaire. Les hausses annuelles des prix du logement ont ralenti pour s'établir à 1,3 % en juillet, soit le rythme annuel le plus faible depuis plus de six ans, avant de remonter pour s'établir à 1,5 % en août.

Les coûts liés aux droits de douane demeureront une source majeure de pression sur les prix à l'avenir. Selon l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises pour le troisième trimestre de 2026, plus de 1 entreprise sur 4 a transféré les coûts des droits de douane aux consommateurs au cours des 12 derniers mois, tandis que 3 entreprises sur 10 ont indiqué qu'elles étaient plutôt ou très susceptibles de transférer les hausses de coûts attribuables aux droits de douane aux clients au cours de la prochaine année. Les obstacles liés aux coûts continuent d'obscurcir les

6. Dans le Rapport sur la politique monétaire de juillet 2026, la Banque du Canada a indiqué que le conflit entre les États-Unis et l'Iran « a engendré des pressions directes et indirectes sur les coûts qui continuent de se faire sentir dans les chaînes d'approvisionnement » et que « les pressions supplémentaires sur les coûts devraient avoir un impact maximal […] sur l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) au premier trimestre de 2027 ».

perspectives avec 6 entreprises sur 10 prévoyaient que ceux-ci constitueraient un obstacle à court terme[7].

La richesse des ménages a augmenté alors que les ratios de la dette au revenu et du service de la dette ont diminué

Après avoir augmenté de 234,5 milliards de dollars au premier trimestre, la valeur nette des ménages s'est accrue de 546,3 milliards de dollars au deuxième trimestre sous l'effet de la forte progression des marchés boursiers. La valeur nette des ménages, qui s'est élevée à 19,14 billions de dollars, a augmenté pendant 11 trimestres consécutifs. Les hausses cumulatives enregistrées au cours de cette période étaient presque entièrement attribuables à l'augmentation de la valeur des actifs financiers. La richesse des ménages par habitant a augmenté de 13 100 $ au deuxième trimestre pour atteindre 459 000 $.

Les emprunts des ménages sur le marché du crédit ont diminué au deuxième trimestre, ralentissant pour s'établir à 29,4 milliards de dollars. Les emprunts hypothécaires ont légèrement reculé sous la barre des 20 milliards de dollars pour la première fois depuis le début de 2024. Le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible a diminué de 2,2 points de pourcentage pour s'établir à 176,4 % au deuxième trimestre, tandis que le ratio du service de la dette des ménages a légèrement reculé pour atteindre son plus bas niveau en près de quatre ans.

7. L'Enquête canadienne sur la situation des entreprises pour le troisième trimestre de 2026 a été menée du 2 juillet au 6 août, avant l'imposition de droits de douane américains supplémentaires sur certaines importations en provenance du Canada en août 2026.

Bibliographie

Banque du Canada. 2026. Rapport sur la politique monétaire — juillet 2026, Ottawa : Banque du Canada.

Mehdi, T. et M. Frenette. 2026. Productivité du travail dans les industries dépendantes de la demande des États-Unis pour les exportations canadiennes, Rapports économiques et sociaux (mai), Ottawa : Statistique Canada.